« Affaire Amazon » : de l'art du *campaigning*

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4527>

DOI : 10.4000/rea.4527

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 2 avril 2013

Pagination : 37-39

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « « Affaire Amazon » : de l'art du *campaigning* », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 108 | avril 2013, mis en ligne le 04 avril 2013, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4527>

Actualité économique

☉ « AFFAIRE AMAZON » : de l'art du *campaigning*

Le reportage sur les conditions de travail de certains intérimaires chez Amazon, diffusé le 13 février 2013 à 22 heures 45 sur la chaîne publique ARD, a fait grand bruit en Allemagne comme en France. Ce reportage d'un peu plus de 29 minutes et réalisé par deux journalistes de la télévision de Hesse (Hessischer Rundfunk) était intitulé : « *Ausgeliefert ! Leiharbeiter bei Amazon* » (<http://www.ardmediathek.de/das-erste/reportage-dokumentation/ausgeliefert-leiharbeiter-bei-mazon?documentId=13402260>).

Le titre est lourd de sens, « *ausgeliefert* » signifiant, comme le verbe « livrer » en français : « marchandise fournie », mais aussi « être à la merci de ». A cela s'ajoute en allemand un troisième sens : celui d'extradition. Suivi d'un point d'exclamation, ce verbe classe ce reportage dans la catégorie du journalisme engagé, ce que corrobore également le recours à la caméra cachée, assez peu fréquent en Allemagne en comparaison avec les pratiques françaises. D'une manière générale, le film fait un usage abondant du point d'exclamation pour ponctuer diverses incrustations, présentées comme des manchettes (souvent en rouge ou en caractères gras), et fait l'impasse sur tout propos ou entretien nuancé.

Il révèle le quotidien (hébergement, transports, surveillance) et les conditions de recrutement de plusieurs intérimaires employés sur le site de Bad Hersfeld (Hesse). Un 'personnage' est récurrent : une Espagnole, professeur d'arts plastiques qui, ne trouvant pas d'emploi dans son pays, a fait le voyage en Allemagne pour y occuper un petit boulot chez Amazon en plein *rush* de Noël. Si le reportage situe bien le moment du tournage (pic d'activité dans l'e-commerce à l'approche des fêtes de fin d'année), il ne fait que très sporadiquement le lien avec la hausse habituelle des recrutements de main-d'œuvre à cette saison. Car c'est sur les conditions de travail de ces intérimaires venus de l'ensemble de l'Europe que porte le reportage, structuré par les prises de position de syndicalistes de Ver.di. Ce film 'documentaire' a en fait tout du... tract.

Le « buzz » déclenché en France et en Allemagne diffère, bien sûr, malgré quelques points communs comme l'optimisation fiscale ou la croissance fulgurante de la part de marché d'Amazon en Europe qui bouscule les positions établies dans le commerce et a généré un mouvement « *Boycott Amazon* ». En Allemagne comme en France, c'est principalement – mais pas seulement, loin s'en faut – l'édition et les librairies qui se sentent menacés, et qui plaident dès lors pour que perdure le prix unique du livre. Mais les craintes face à la concurrence « déloyale » de ce géant américain sont plus fortes en Allemagne, où le groupe atteint une part de marché proche du quart du cybercommerce, toutes catégories confondues. Et de part et d'autre du Rhin, Amazon a pu développer ses plateformes logistiques en bénéficiant de soutiens publics...

En France, deux axes sont retenus principalement dans la relation qui est faite du reportage et de son bruit outre-Rhin à partir du 18 février. Le premier : le scandale des « vigiles d'extrême-droite » d'Amazon Allemagne. Ce point a profondément choqué en Allemagne aussi, et Amazon a immédiatement résilié le contrat le liant au prestataire H.E.S.S.. Le deuxième axe est l'indignation sur le « 'système Amazon', de plus en plus décrit comme un 'esclavage moderne' » (*Le Monde*, 19-02-2013). Or le propos du terme « esclavage » n'est pas, contrairement aux arguments diffusés dans l'espace public allemand par les syndicats, d'incriminer le travail intérimaire qui est beaucoup plus réglementé en France, mais de saisir l'occasion de « l'onde de choc » provoquée outre-Rhin par ce reportage pour souligner que « l'Allemagne s'interroge de plus en plus sur l'évolution de son modèle social – absence de salaire minimum, explosion des contrats précaires, de l'intérim et des bas salaires ». L'affaire – ou plutôt : la relation de cette affaire interne à l'Allemagne – sert la construction d'un « anti-modèle » allemand dans le contexte des réformes sociales à venir en France.

Le syndicat Ver.di, par l'intermédiaire des deux reporters du Hessischer Rundfunk (Diana Löbl et Peter Onneken) a atteint son objectif : franchir la frontière avec ses revendications pour s'assurer la solidarité d'une partie de l'opinion française et miser sur les répercussions de l'affaire en France pour conforter ses positions en Allemagne. Ce type de stratégie avait déjà porté ses fruits notamment lors des manifestations paneuropéennes contre la Directive Services en 2005 (voir REA 71/2005). Mais alors

☉ Analyse

Un film-tract

Le « buzz ».
Points communs
des deux côtés du Rhin

France :
construction d'un
« anti-modèle » allemand

Indignations
transfrontières

qu'à l'époque, les protestations contre la mobilité au sein de l'UE prenaient pour symbole les 'méfaits' du « plombier polonais », aujourd'hui, elles se servent de l'image des chômeurs d'Europe du sud, victimes d'une crise entretenue par l'austérité et des réformes « iniques » dans ce contexte. Aujourd'hui, les frontières sont simplement plus perméables aux opinions « indignées ». Mais les réflexes protectionnistes sont les mêmes : les restrictions à la mobilité des travailleurs au sein de l'UE seront définitivement levées le 1^{er} janvier 2014.

**Allemagne :
le cas particulier des
infractions en cours d'examen...**

En Allemagne, où le « buzz » a éclaté en pleine campagne électorale, « l'affaire Amazon » a suscité son lot de prises de position politiques, à commencer par la ministre fédérale des Affaires sociales et du Travail, qui a promis de faire toute la lumière sur l'affaire. L'affaire est remontée jusqu'au Bundestag, où elle a donné lieu le 20 février à une séance de questions relative aux positions du gouvernement fédéral sur les abus dans le travail intérimaire ; une loi de réforme visant à les limiter avait été adoptée en mars 2011 pour limiter le « dumping salarial » (elle a été surnommée « *Lex Schlecker* » du nom de la chaîne de distribution qui avait défrayé la chronique après une campagne de Ver.di). De son côté, l'Agence fédérale pour l'emploi, qui attribue les licences aux sociétés d'intérim, a publié le 20 février un communiqué dans lequel elle affirme avoir constaté plusieurs infractions à la loi sur le travail intérimaire (l'*Arbeitnehmerüberlassungsgesetz, AÜG*, réformée en 2011) commises par la société d'intérim incriminée dans le reportage et engagé une procédure. Quant à l'Office fédéral des Cartels, il annonçait le même jour le lancement d'une consultation auprès de 2 400 commerçants sous contrat avec Amazon Marketplace sur la clause d'égalité des prix qui leur interdit de vendre sur d'autres sites leurs produits à des prix inférieurs à ceux pratiqués par Amazon. Violation du droit du travail et entraves à la concurrence... Ces champs-là sont balisés, et les procédures d'usage suivent leur cours.

**... et la généralisation
des débats sur les *working poor***

Reste la question au centre de l'attention : les conditions de travail « indignes » qui ont amené le quotidien FAZ à intituler « *Made in China* » sa critique du reportage diffusé la veille (14-02-2013). L'enseignement retenu : c'est la politique allemande qui « a fait que qu'on trouve maintenant en Allemagne des travailleurs migrants » comme en Chine ; mais alors qu'en Chine, ces travailleurs se recrutent dans les régions rurales pauvres, « dans l'UE, c'est en Europe du sud et de l'est ». Et l'auteur d'ajouter : « *Le politique peut changer cela – et il peut commencer dès aujourd'hui* ». Le reportage alimente les débats électoralistes sur le travail précaire et les bas salaires (voir dans ce numéro). Or les pages Culture (« *Feuilleton* ») de ce 'quotidien des affaires' se situent généralement à gauche...

**Négociations salariales
en cours dans l'intérim**

Le syndicat Ver.di, qui maîtrise à perfection l'art du « *campaigning* », c'est-à-dire de la politisation de thèmes porteurs dans l'espace public, a placé là en tête de l'agenda politique et électoral une partie de ses revendications pour lutter contre le « dumping salarial » auquel mènerait l'intérim, faute de SMIC légal (voir REA 86/2008). Après une série de scandales dans la distribution entre autres, les syndicats avaient fini par avoir en partie gain de cause au printemps 2011. Des minima salariaux avaient été introduits pour les quelque 800 000 travailleurs intérimaires recensés en Allemagne (moins de 2 % des actifs), et les agences d'intérim soumises à un régime de licences attribuées par l'Agence fédérale pour l'emploi. Or il se trouve que le 14 mars 2013 s'ouvraient les négociations tarifaires dans le secteur, et que les syndicats du DGB (en tête Ver.di et IG Metall) revendiquent un salaire plancher de 8,50 €.

**Dans le collimateur :
les contrats d'entreprise...**

C'est là que revient un rôle clé à « l'affaire Amazon ». Elle permet en effet de généraliser la thématique du « dumping salarial » en pointant des cas particuliers pouvant donner lieu à dérives. En l'occurrence, il s'agit des possibilités auxquelles tendent à recourir de plus en plus d'entreprises, principalement dans la distribution ou le secteur de la logistique pour contourner l'égalité de traitement dans l'intérim et des seuils salariaux considérés comme trop élevés pour des tâches peu qualifiées. La plus prisée est le recours à des contrats d'entreprise ou contrats de travail à façon (*Werkverträge*), tristement réputés pour être prisés dans les abattoirs. Ils permettent d'externaliser certaines tâches en en confiant l'exécution à des entreprises tierces. Pour le dire autrement : une entreprise donnée ne contracte pas avec un prestataire pour que celui-ci lui fournisse un certain nombre de salariés (intérimaires), mais avec une entreprise pour lui acheter un certain type de prestations (remplir des consoles, par exemple). La main-d'œuvre ainsi employée par l'intermédiaire ne l'est que pour exécuter cette tâche ; elle ne bénéficie pas des mêmes droits qu'un intérimaire, ni des

mêmes salaires. Cette solution est neutre quant à la masse salariale de l'entreprise commanditaire : la rémunération de l'intermédiaire est inscrite au bilan au titre des charges d'exploitation. Ces contrats sont possibles du fait du flou juridique existant entre les contrats de travail temporaire et les contrats d'entreprise. Et c'est contre cette nouvelle forme d'ouverture de la fourchette salariale vers le bas que partent en guerre les syndicats allemands.

Le reportage n'aborde toutefois cette question que par allusions, laissant planer le flou entre travailleurs intérimaires sur contrat d'entreprise et travailleurs détachés. Et de fait, comme les salariés filmés étaient originaires d'autres pays européens, il s'agissait de travailleurs détachés, ce qui explique que les Douanes allemandes, compétentes en la matière, aient elles aussi été saisies du dossier. Or c'était bien là le propos du représentant de Ver.di interrogé dans le reportage (Heiner Reimann). Il explique dans la presse syndicale que, depuis des années, son syndicat constate chez Amazon de « *sérieux problèmes avec les intérimaires étrangers en période de Noël : ils restent environ 3 mois et sont difficiles à organiser* » (*Mitbestimmung*, 3/2013). Et il y confirme la stratégie de campagne médiatique menée contre Amazon, notamment *via* facebook et un blog dédié (www.amazon-verdi.de).

L'enjeu véritable pour Ver.di comme pour IG Metall est de trouver, par-delà leur division (voir *REA* 86/2008), une solution au faible taux d'organisation dans l'intérim en gagnant en influence dans l'opinion. La particularité de l'intérim est que la plupart des emplois se trouvent dans l'industrie, mais que les sociétés d'intérim relèvent du secteur des services, et que les deux syndicats avaient longtemps été impuissants face aux syndicats chrétiens. Ces derniers n'étant plus considérés comme habilités à conclure des conventions depuis un arrêt du Tribunal fédéral du Travail rendu en décembre 2010, la balle est de nouveau dans le camp des syndicats du DGB (dont IG Metall et Ver.di). Dans leur bataille pour l'intérim, ils cherchent désespérément à conclure ces conventions sans lesquelles la procédure d'extension légale ne peut pas jouer et qui seraient la base d'un SMIC légal. La convention actuelle expire fin 2013.

En attendant, dans le cas précis d'Amazon, Ver.di tente de négocier depuis octobre 2012 la reconnaissance de la convention en vigueur dans le commerce de détail – un secteur où le syndicat a un bon taux d'organisation. Or le géant de l'e-commerce refuse, arguant qu'il relève de la convention de la logistique – un secteur où Ver.di n'a que très peu d'influence. Dans un tract diffusé l'an dernier (*Tarifinfo* 1/2012), le syndicat annonçait déjà la couleur : « *Nous devons ensemble accroître la pression sur la direction pour obtenir de ces messieurs qu'ils viennent à la table de négociation* ». (IB)

... et le recrutement de
travailleurs détachés

Un défi pour les syndicats :
organiser les intérimaires